

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N 690 / Décembre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2021

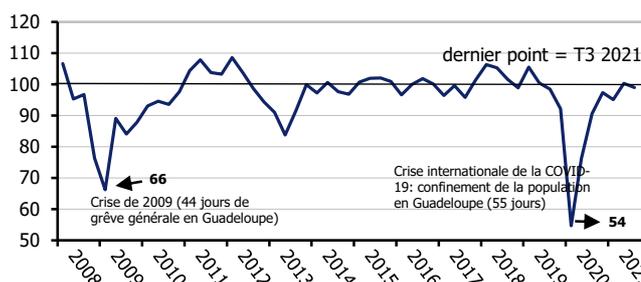
La conjoncture en Guadeloupe : un léger ralentissement

Malgré le confinement sanitaire, le climat des affaires tient bon¹

Au 3^e trimestre 2021, l'indicateur du climat des affaires (l'ICA) fléchit légèrement, à 99,0 points (-1,3 point sur trois mois), et continue de se stabiliser autour de sa moyenne de longue période. Alors que la Guadeloupe a subi un pic épidémique de la Covid-19 sans précédent au T3 2021, l'ICA résiste donc bien. Pénalisées par un nouveau confinement strict au cours des mois d'août et septembre après celui du 2^e trimestre, les entreprises enregistrent malgré tout une faible diminution de leur activité. Toutefois, l'enquête de conjoncture de l'IEDOM relève que leur trésorerie se contracte, conséquence d'une détérioration des délais de paiement. La hausse des prix et les difficultés d'approvisionnement continuent d'impacter les entreprises. Face à l'incertitude persistante qu'engendre la situation sanitaire, les chefs d'entreprise restent prudents dans leurs prévisions d'investissement.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe

(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

L'activité économique en Guadeloupe est marquée par une nette hausse des prix liée au renchérissement des coûts d'approvisionnement et des prix des matières premières. Pour autant, la consommation des ménages conserve une dynamique à la hausse. Les importations de biens de consommation non durables progressent en valeur de 3,8 % (CVS), ainsi qu'en volume. De même, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires augmentent respectivement de 10,8 % et de 4,7 % sur trois mois (CVS), sous l'effet du renchérissement des coûts d'approvisionnement. Seul bémol, la reprise de l'investissement privé amorcée aux précédents trimestres ralentit en raison des craintes sur l'évolution de la situation sanitaire. L'impact de la crise reste mesuré sur le marché de l'emploi, grâce aux dispositifs de soutien à l'économie : les demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) reculent de 1,1 % sur trois mois.

Après un début de trimestre marqué par l'assouplissement des mesures sanitaires, les entreprises subissent directement leur durcissement en fin de trimestre. Cependant, le secteur du tourisme profite de la pleine saison touristique au cours du mois de juillet et réalise de bonnes performances. Le secteur primaire et celui des industries agroalimentaires (IAA) présentent un bilan en demi-teinte, en dépit du caractère vital de leur activité. Le BTP montre des signes de ralentissement même si l'activité demeure à haut niveau. Les secteurs du commerce, des autres industries et autres services éprouvent plus de difficultés durant ce 3^e trimestre.

En parallèle, l'activité bancaire est stable. L'encours sain de crédits progresse de 0,2 %, tandis que les actifs détenus par les agents économiques s'accroissent de 0,3 %. Par ailleurs, la mobilisation des Prêts garantis par l'État (PGE) se poursuit, selon un rythme décroissant toutefois : l'encours déclaré depuis mars 2020 atteint 602,0 millions € au 1^{er} octobre 2021².

¹ L'enquête de conjoncture de l'IEDOM s'est déroulée avant les manifestations sociales qui ont engendré un blocage des axes routiers au cours des mois de novembre et décembre. Ainsi, les prévisions concernant le 4^e trimestre 2021 faites par les chefs d'entreprises interrogés n'intègrent pas ces événements.

² Hors Îles du nord. En tenant compte des Îles du Nord, l'encours des PGE est de 711,9 millions €.

La hausse des prix se poursuit³

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, la hausse des prix s'accroît. Ainsi, la plupart des professionnels interrogés déclarent avoir augmenté leurs tarifs au 3^e trimestre, à l'exception de ceux du tourisme qui tentent ainsi d'attirer la clientèle. Selon les chefs d'entreprise, cette augmentation des tarifs est provoquée principalement par celle des coûts d'approvisionnement.

Ainsi, plus des trois quarts des entreprises constatent une croissance du prix de leurs intrants et marchandises, liée à celle du fret. Concrètement, les entreprises constatent des prix environ 16 % plus élevés qu'en début d'année, et s'attendent à ce que cette dynamique se poursuive en fin d'année.

À l'échelle nationale, l'indice des prix à la consommation s'établit à 106,8 points, soit une progression de 0,4 % en glissement trimestriel et de 2,2 % en glissement annuel. Selon la Banque de France, ce regain d'inflation est lié à la forte reprise de la consommation en France, face à une offre qui peine parfois à suivre la demande.

Un impact contenu sur le marché de l'emploi

Au 3^e trimestre 2021, le marché de l'emploi conserve une dynamique encourageante, en dépit des restrictions qui accompagnent la crise sanitaire. Fin septembre 2021, 50 140 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) sont enregistrés, soit une baisse de 1,1 % (+0,9 % au 2^e trimestre). Pour rappel, avant la crise sanitaire, 50 260 DEFM A étaient enregistrés au 1^{er} trimestre 2020 avant une hausse soutenue à 54 270 DEFM A au 2^e trimestre 2020. Néanmoins, le nombre moyen d'offres d'emploi déclaré sur trois mois recule (-8,9 % après -3,7 % au 2^e trimestre). Au 2^e trimestre 2021, le secteur privé comptabilisait 78 543 salariés⁴ (CVS).

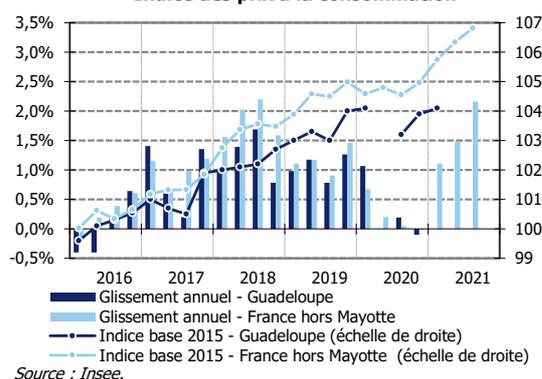
Globalement les entreprises interrogées ont limité les licenciements. Seules 1,7 % d'entre elles y ont eu recours pour faire face à la vague de COVID-19 du 3^e trimestre. Elles ont de nouveau privilégié la mise en activité partielle de leurs salariés (27,6 %) et le télétravail (16,4 %). Compte tenu du début du confinement durant la période estivale, les entreprises ont aussi incité la prise de congés payés (25,9 %). Par ailleurs, elles ont été directement touchées sur le plan sanitaire : 25,9 % d'entre elles recensent des arrêts maladie en raison du COVID-19 (17,3 % au 2^e trimestre).

Le dispositif d'activité partielle est encore activement mobilisé au 3^e trimestre. En moyenne, 4 962 salariés étaient au chômage partiel chaque mois, avec un pic au mois d'août à 7 325 salariés. Au 2^e trimestre, un pic de 9 795 salariés était observé en mars pour une moyenne mensuelle de 8 542 salariés.

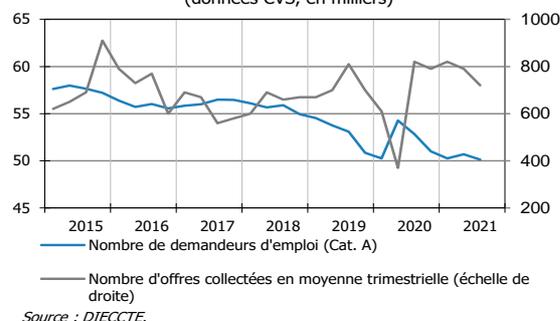
La consommation des ménages se maintient

Fin septembre 2021, la consommation des ménages est bien orientée. Les importations de biens de consommation non durables progressent de 3,8 % (+3,0 % au 2^e trimestre, CVS). Dans le détail, les importations des produits des IAA sont stables (-0,1 %, CVS), tandis que celles des autres biens de consommation non durables augmentent de 7,6 % (CVS). En parallèle, les importations de biens de consommation durables, encore à des niveaux élevés, reculent légèrement (-0,3 %, CVS) avec notamment des immatriculations de véhicules de particuliers en diminution (-13,8 %, CVS). En termes de financement bancaire, l'encours des crédits à la consommation s'accroît de 0,6 % sur trois mois (+1,1 % au trimestre précédent).

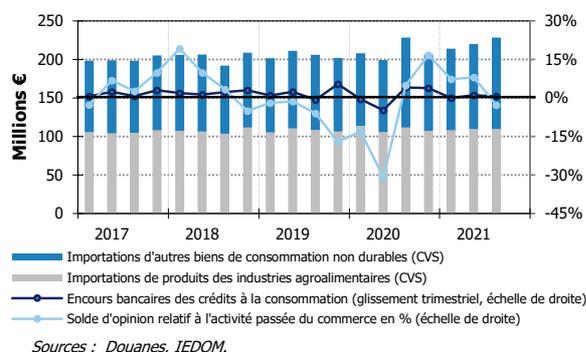
Indice des prix à la consommation



DEFM A et effectifs salariés du privé
(données CVS, en milliers)



Indicateurs de la consommation des ménages



³ En raison de la crise sanitaire, les relevés de prix permettant l'élaboration de l'indice des prix à la consommation (IPC) n'ont pu être réalisés durant les périodes de confinement. Entre avril et juillet 2021, l'indice des prix à la consommation des ménages enregistre une hausse de 1,0 %.

⁴ En tenant compte de la sphère publique, 118 000 salariés sont dénombrés en Guadeloupe.

L'investissement privé ralentit

Dans un contexte empreint d'incertitudes, les professionnels font preuve d'attentisme dans leurs investissements. Au 3^e trimestre 2021, si les montants importés de biens d'investissement et de biens intermédiaires augmentent en raison de l'effet prix (respectivement +10,8 % et +4,7 % sur trois mois, CVS), les volumes importés diminuent. Fin septembre, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires reculent respectivement de 0,3 % et de 0,5 % en glissement annuel. En parallèle, l'encours de crédits d'investissement aux entreprises baisse de 1,0 % sur trois mois (+1,1 % au 2^e trimestre). Du côté des particuliers, la croissance de l'encours de crédits immobiliers se maintient (+1,3 % après +0,7 % au 2^e trimestre).

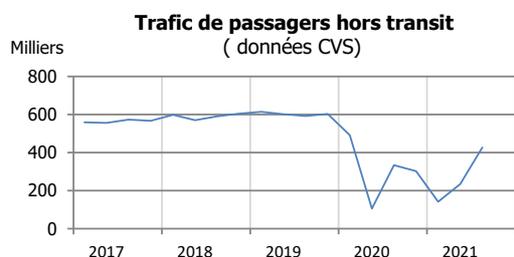
Les échanges extérieurs en forte hausse sous l'effet des prix

Avec des pressions inflationnistes sur l'énergie et les coûts du transport maritime à l'échelle mondiale, les importations s'accroissent de manière soutenue au 3^e trimestre. En valeur, les importations progressent de 10,1 % (+2,8 % au 2^e trimestre, CVS), notamment en raison des importations d'énergie (+37,8 %, CVS). Hors énergie, l'augmentation est de 5 % (CVS). Plus précisément, les importations de biens de consommation non durables augmentent de 3,8 % (CVS), tandis que celles de biens de consommation durables s'inscrivent en léger recul (-0,3 %, CVS). Les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires sont respectivement plus élevées de 10,8 % (CVS) et de 4,7 % (CVS), en dépit de quantités importées moins importantes depuis le début de l'année.

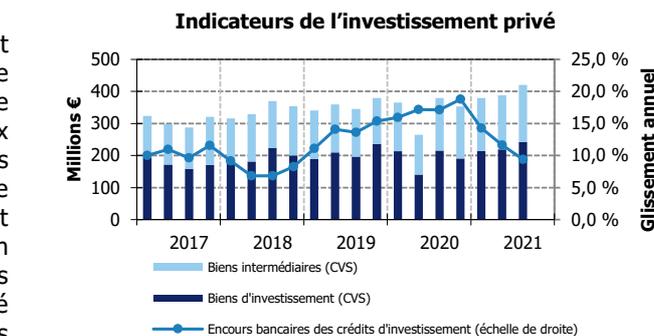
Les exportations sont également en forte progression sur trois mois (+29,2 % après +17,2 % au 2^e trimestre, CVS). Une part importante de cette évolution est liée aux réexpéditions de produits pétroliers. Hors énergie, l'augmentation des exportations est de 3,1 % (CVS). Seules les exportations de biens d'investissement et de biens de consommation non durables augmentent (respectivement +17,1 % et + 6,3 %, CVS). Des expéditions de véhicules et de moteurs de bateaux tirent à la hausse les premières, tandis que la bonne performance à l'export de la filière rhum contribue de manière importante aux secondes.

Une activité en baisse mais des entreprises résilientes

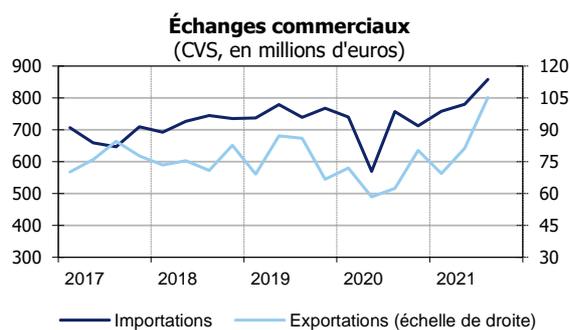
Malgré un niveau d'activité moindre, le chiffre d'affaires (CA) des entreprises progresse de 3,1 % dans un contexte de hausse des prix. Toutefois, les évolutions sectorielles sont disparates. Au 3^e trimestre, les entreprises du secteur du tourisme réalisent un tiers de CA de plus qu'au précédent et profitent ainsi de la pleine saison. Les entreprises de l'industrie agroalimentaire (IAA), généralement moins touchées durant les périodes de confinement du fait de la nécessité d'achat des produits alimentaires, enregistrent une progression de CA de 9,6 %. Dans le BTP, la croissance du CA atteint 3,9 %. Dans les secteurs du commerce, des autres industries et des autres services, le CA baisse.



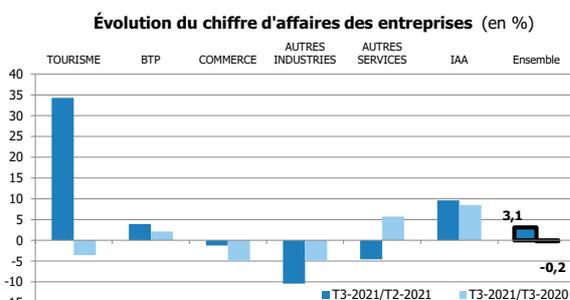
Source : Aéroport Pôle Caraïbe, CVS Iedom



Sources : Douanes et IEDOM.



Sources : Douanes, CVS IEDOM.



Source : IEDOM - Enquête de conjoncture.

Avec l'assouplissement des mesures sanitaires en juillet, l'activité est plus importante dans le **secteur du tourisme**, malgré une fin de trimestre marquée par un durcissement des restrictions. Le trafic de passagers hors transit à l'aéroport double quasiment à fin septembre (+81,3 %, CVS). Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie croît sur trois mois (+39,3 %, CVS). Ainsi, la trésorerie des entreprises s'améliore et l'encours de crédits à court terme déclaré au Service central des risques (SCR)⁵ baisse sur trois mois (-7,0 %).

Cependant, la dégradation de la situation sanitaire à compter du mois d'août inquiète les professionnels du secteur touristique. Ils continuent de mobiliser les PGE : l'encours déclaré depuis le début de la crise est en hausse de 5,3 % entre début juillet 2021 et début octobre 2021. Les prévisions d'investissements restent défavorablement orientées ; la croissance de l'encours de crédits à moyen et long terme déclaré au SCR ralentit (+2,2 % après +3,3 % au 2^e trimestre).

⁵ Les données issues du Service central des risques de la Banque de France retracent la répartition par secteur d'activité d'une partie importante des crédits octroyés par les établissements bancaires, installés localement ou non. Les montants concernent les crédits aux entreprises, aux administrations publiques locales et de sécurité sociale du département. Le seuil déclaratif est fixé à 25 000 €.

La situation des entreprises de l'**IAA** évolue en demi-teinte. Les professionnels interrogés font état d'un ralentissement de d'activité sur trois mois. Cependant, les importations de produits du secteur sont stables (-0,1 %, CVS). Les exportations de produits des IAA augmentent de 7,9 % (CVS) mais sont essentiellement tirées par celles de rhum industriel qui doublent (+92,8 %, CVS).

Dans le **secteur primaire**, le bilan est mitigé. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche reculent de 5,2 % (CVS), tandis que les importations de la filière sont en légère hausse (+0,7 %, CVS). Les financements bancaires du secteur déclarés au SCR augmentent de 12,3 % à 60 millions €. En particulier, l'encours des crédits à court terme progresse de 21,0 % en glissement trimestriel. Sur cette période, aucun nouveau PGE n'est enregistré, alors que l'encours était en hausse entre début avril et début juillet 2021 (+9,3 %) durant le premier confinement de l'année. L'encours des crédits à moyen et long terme s'accroît de 5,1 %.

L'activité du **BTP** montre des signes de ralentissement, même si les professionnels interrogés ont une évaluation positive du 3^e trimestre. Les effectifs salariés du secteur reculent de nouveau à 7 420 salariés (-0,3 %, CVS), après le pic observé au 1^{er} trimestre 2021 à 8 162 salariés. Ils se rapprochent des niveaux d'avant crise. L'encours des crédits à l'habitat progresse de 1,0 % (-0,3 % à fin juin). Le nombre de permis de construire (658) s'inscrit en nette hausse (+120,8 %), après une baisse de 37,2 % au 2^e trimestre liée à la fermeture de certaines municipalités la suite de conflits sociaux.

En termes d'endettement, l'encours des crédits à court terme déclarés au SCR par les entreprises du BTP diminue de 4,1 % en glissement trimestriel avec une trésorerie en amélioration. Toutefois, l'encours des PGE du secteur s'accroît de 2,8 % entre début juillet 2021 et début octobre 2021. L'encours de crédit à moyen et long terme ralentit sensiblement (+1,8 % sur trois mois après +29,3 % au 2^e trimestre) avec des prévisions d'investissement de la part des professionnels moins élevées.

Les professionnels des **autres industries** déplorent une dégradation du niveau d'activité. L'électricité en moyenne et haute tension, consommée notamment par les petites industries, diminue de 4,6 % sur trois mois.

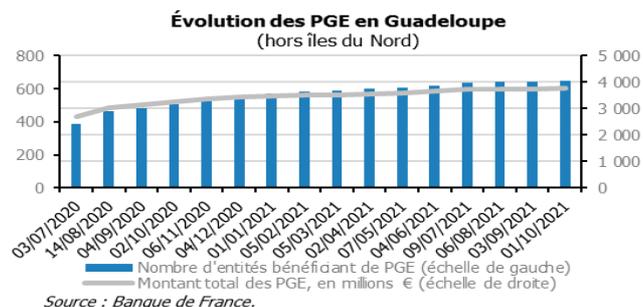
Dans le secteur du **commerce**, les professionnels notent un léger affaiblissement de l'activité. Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs diminue au 3^e trimestre (-13,8 %, CVS). Au niveau des dettes bancaires, l'encours des crédits à court terme déclaré au SCR est en baisse (-12,2 % en glissement trimestriel) même si des nouveaux PGE sont contractés : l'encours déclaré depuis le début de la crise sanitaire croît de 2,5 % entre début juillet 2021 et début octobre 2021. En l'occurrence, les entreprises du secteur constatent une dégradation de leur trésorerie sur trois mois. L'encours de crédits à moyen et long terme du secteur déclaré au SCR s'inscrit également en légère baisse (-0,7 % sur trois mois), mais les professionnels du secteur envisagent une hausse de leurs investissements durant les 12 prochains mois.

Dans le secteur des **autres services marchands** (hors tourisme), l'activité s'oriente à la baisse. En particulier, la trésorerie des entreprises se dégrade sensiblement : elles font face à un allongement des délais de paiement. Toutefois, leurs charges s'améliorent.

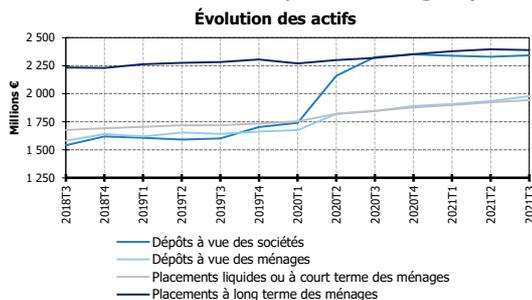
L'activité bancaire se stabilise à des niveaux d'encours très élevés

À fin septembre 2021, l'encours sain de crédit évolue peu (+0,2 % après +0,3 % au 2^e trimestre) à 10,8 milliards €. L'encours sain de crédits des ménages s'inscrit en légère augmentation (+1,0 % après +0,9 % au 2^e trimestre) à 4,6 milliards €, tandis que celui des entreprises est quasi-stable (+0,1 % après -0,1 % à fin juin 2021) à 4,9 milliards €. En revanche, l'encours sain de crédits des collectivités locales (1,0 milliard €) et des autres agents (0,4 milliard €) diminuent respectivement de 3,4 % et de 9,2 %.

Les crédits d'exploitations des entreprises (0,8 milliard €) repartent à la hausse (+3,2 % après -3,0 % au trimestre précédent). Pour autant, la mobilisation des PGE continue de ralentir : au 1^{er} octobre 2021, l'encours des PGE mobilisés depuis le début mars 2020 atteint 602,0 millions €⁶, en progression de 1,1 % par rapport à début juillet 2021 (+4,4 % entre début avril et début juillet). Sur cette période, 84 entités ont eu recours au PGE (4 056 au 1^{er} octobre). En parallèle, les crédits d'investissement des entreprises (2,4 milliards €) s'inscrivent en baisse de 1,0 % (+1,1 % au 2^e trimestre).



L'encours de crédits octroyé aux ménages (4,6 milliards €) s'accroît modérément (+1,0% sur trois mois). L'encours des crédits à la consommation (1,6 milliard €) et celui des crédits à l'habitat (3,0 milliards €) augmentent (respectivement +0,4 % et +1,3 %).



Les **actifs financiers** ont également une évolution faible (+0,3 % après +0,9 % trois mois plus tôt) à 9,4 milliards €. L'épargne des ménages (6,3 milliards), déjà très élevée, conserve une dynamique croissante (+0,9 % après +1,1 % au trimestre précédent). À l'inverse, les actifs des sociétés diminuent de nouveau (-0,5 % après -0,4 % au 2^e trimestre) et s'établissent à 2,6 milliards €. Les placements à long terme (2,5 milliards €) et court terme (2,2 milliards €) s'inscrivent en léger recul (respectivement -1,6 % et -0,4 %), tandis que les dépôts à vue (4,7 milliards €) restent orientés à la hausse (+1,6 % après +0,2 % au 2^e trimestre).

⁶ Hors îles du Nord.

La conjoncture régionale et internationale

LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SE POURSUIT

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2021 anticipent une croissance du PIB mondial de 5,9 % en 2021. Ces perspectives sont légèrement inférieures à celles de juillet puisque le FMI tablait alors sur une hausse de 6,0 %. Cette révision s'explique par la dégradation de la situation dans les pays avancés, notamment due à des ruptures d'approvisionnement, mais aussi dans certains pays en développement en raison de l'aggravation de la situation épidémique. En 2022, le FMI table sur une progression du PIB mondial de 4,9 %, soit un rythme inchangé par rapport aux perspectives de juillet.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a nettement ralenti au troisième trimestre. Elle ne s'élève plus qu'à 0,5 % en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,6 % au trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique par le retour de restrictions sanitaires dans certains États avec la propagation du variant Delta mais également par les difficultés mondiales d'approvisionnement qui provoquent des retards de livraison voire des pénuries pour certains biens. La fin de certaines aides fédérales a également pesé sur la consommation des ménages. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une hausse du PIB de 6,0 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juillet (+7,0 %).

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 2,1 % au troisième trimestre, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage a quant à lui continué de baisser pour s'établir à 7,4 % à fin septembre. Il s'élevait à 7,8 % à fin juin et à 8,6 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation progresse pour le troisième mois consécutif pour atteindre 3,4 % à fin septembre, contre seulement 1,9 % trois mois plus tôt. Sur l'année entière, le PIB pourrait croître de 5,0 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays de la zone.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 3,0 % au troisième trimestre après une hausse de 1,3 % au trimestre précédent. Il revient ainsi quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Cette évolution est portée par la progression marquée de la consommation des ménages (+5,0 %) et des exportations (+2,3 %). L'investissement (-0,1 %) et les importations (+0,1 %) sont pour leur part quasiment stables par rapport au trimestre précédent. Selon les prévisions de la Banque de France et du FMI, le PIB augmenterait de 6,3 % sur l'ensemble de l'année.

Le Japon a vu son PIB se contracter de 0,8 % sur le trimestre. Cette évolution s'explique par le recul de la consommation des ménages (-1,2 %) et de l'investissement des entreprises (-3,8 %) alors que le pays a traversé, durant cette période, sa pire vague de Covid-19. La pénurie de semi-conducteurs a par ailleurs pesé fortement sur l'industrie automobile qui a été contrainte de réduire nettement sa production en septembre. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB croître de 6,4 % en 2021 selon le FMI. Cette évolution masque d'importantes disparités entre les pays : la Chine et l'Inde pourraient voir leur PIB progresser de respectivement 8,0 % et 9,5 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie enregistreraient une hausse moins marquée (respectivement 5,2 % et 4,7 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2021.

UNE REPRISE DIFFICILE POUR L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Dans son rapport annuel publié en octobre 2021, la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) estime qu'en 2021, la croissance de la région atteindra 5,9 % puis 3 % en 2022. Toutefois, ces taux de croissance masquent des divergences entre les pays de la région, notamment en termes de politique fiscale et monétaire. Par ailleurs, la couverture vaccinale est très asymétrique (en octobre 2021, 14,3 % de la population est vaccinée à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, alors que 85,3 % des habitants des îles Cayman le sont). D'autre part, avec le ralentissement de moitié de la croissance estimée à partir de 2022, tous les pays de la région ne seront pas en mesure de compenser la contraction record de l'activité en 2020 (- 6,7 %).

Dans ce contexte et afin d'augmenter la liquidité de ses pays membres, le FMI a mis en place en août 2021 une allocation générale de droits de tirages spéciaux (DTS), à hauteur de 650 milliards de dollars. L'Amérique latine, ainsi que la région Caraïbes ont reçu à ce titre 18% du fond pour les pays en développement, soit 51,5 milliards de dollars. Cette aide est particulièrement profitable pour certaines petites économies de la région, comme le Suriname et le Guyana, pour lesquels l'allocation représente près de 35 % de leurs réserves en monnaie étrangère ou encore le Belize et la Jamaïque, qui sont les économies les plus endettées de la région (respectivement 118 % et 103 % de leur PIB).

S'agissant des Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)⁷ de la zone Caraïbes, très dépendants du tourisme, ils ont durement été touchés par la crise COVID-19. En 2020, ces petites économies enregistrent des contractions record de leur activité. Côté néerlandais, la croissance devrait baisser de 24 % à Sint Maarten et 20 % à Curaçao. Côté britannique, elle devrait diminuer de 27 % pour les îles Turques-et-Caïques et de 30 % pour Anguilla.

Afin de relancer la demande et de dégager des liquidités, la plupart des pays de la zone Caraïbes ont mené des politiques monétaires expansionnistes. Cependant, l'augmentation du niveau des prix à partir de décembre 2020 (les prix des services progressent de 3,2 % entre décembre 2020 et juin 2021), conséquence de l'accélération de la demande à niveau d'offre constant, associée à l'appréciation du dollar réduisent la marge de manœuvre des économies de la région et les contraignent d'augmenter de nouveau leurs taux d'intérêt directeurs.

Sources : Banque Mondiale, CEPALC « Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2021 », FMI.

⁷Le statut de PTOM concerne les territoires qui entretiennent des liens constitutionnels avec trois pays membres de l'Union Européenne (la France, les Pays-Bas et le Danemark). Ces pays jouissent d'un statut spécial « d'associé » mais ne font pas partie de l'Union Européenne et ne sont pas soumis à sa législation.